

INFORMATION

**Déclaration individuelle relative aux opérations des personnes
mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier sur les titres de la société**

**LA PRESENTE NOTIFICATION N'A PAS FAIT L'OBJET D'UN CONTROLE DE L'AMF ET EST ETABLIE
SOUS LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU DECLARANT.**

**NOM /FONCTION DE LA PERSONNE EXERCANT DES RESPONSABILITES DIRIGEANTES OU DE LA
PERSONNE ETROITEMENT LIEE :**

RESTARTED INVESTMENT SA, RESTARTED INVESTMENT personne morale liée à M. SOLARZ, M. BRUGIERE et MR HALLO,
respectivement Président, DG et DD délégué de la société Cybergun

NOTIFICATION INITIALE / MODIFICATION:

Notification initiale

COORDONNEES DE L'EMETTEUR

NOM : CYBERGUN

DETAIL DE LA TRANSACTION 1

DATE DE LA TRANSACTION : 26 juillet 2018
LIEU DE LA TRANSACTION : Euronext Growth Paris
NATURE DE LA TRANSACTION : Souscription
DESCRIPTION DE L'INSTRUMENT FINANCIER : Action

INFORMATION DETAILLEE PAR OPERATION

PRIX UNITAIRE : 0.8800 Euro
VOLUME : 5 673 928.0000

INFORMATIONS AGREGES

PRIX : 0.8800 Euro
VOLUME : 5 673 928.0000

TRANSACTION LIEE A L'EXERCICE DE PROGRAMMES D'OPTIONS SUR ACTIONS : NON

DETAIL DE LA TRANSACTION 2

DATE DE LA TRANSACTION : 26 juillet 2018
LIEU DE LA TRANSACTION : Euronext Growth Paris
NATURE DE LA TRANSACTION : Souscription
DESCRIPTION DE L'INSTRUMENT FINANCIER : BSA1 - Exercice à 1,25€ et BSA 2 exercice à 2€ pour parité de 1/4

INFORMATION DETAILLEE PAR OPERATION

PRIX UNITAIRE : 0.0000 Euro

VOLUME : 5 673 928.0000

PRIX UNITAIRE : 0.0000 Euro

VOLUME : 5 673 928.0000

INFORMATIONS AGREGÉES

PRIX : 0.0000 Euro

VOLUME : 11 347 856.0000

TRANSACTION LIÉE À L'EXERCICE DE PROGRAMMES D'OPTIONS SUR ACTIONS : NON

DATE DE RÉCEPTION DE LA NOTIFICATION : 01 février 2019

COMMENTAIRES :

"Les données à caractère personnel collectées par le biais de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique réservé à l'usage exclusif de l'AMF pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes physiques concernées peuvent exercer leur droit d'accès aux données, et le cas échéant, les faire rectifier en s'adressant à la Direction des Émetteurs à l'AMF."